

d'un neutre, la thèse qu'au début du siècle tous les droits de l'Europe occidentale recélaient en eux un potentiel immense de liberté tranquille et que cette virtualité avait été brisée net par le fatal été de 1914. Plutôt que de ressasser le nostalgique « Rien ne sera plus comme avant », il eût fallu dire : « Le droit a perdu une chance, comment la lui faire retrouver ? »

— Mais une seconde guerre est venue, grande encore, et mondiale. Elle présente deux faces, l'une dérisoire, l'autre tragique.

La face dérisoire, c'est le régime de Vichy, avec l'ambiguïté juridique dont, même à l'état posthume, il ne s'est pas débarrassé. Les lois de l'inter-règne auraient pu avoir l'avenir, purement historique, d'un passé qui n'aurait pas existé. Mais cela même eût été faux pour partie, car nombre d'entre elles, nous le savons, ont conservé leur validité jusqu'à nous. Pas plus que les diplômés des années noires n'ont cru devoir par scrupule restituer leurs diplômes, notre système juridique n'a éjecté de son sein, au motif de leur origine suspecte, des inventions de Vichy, telles que les préfectures de région ou l'incrimination de la non-assistance à personne en danger.

La face tragique, c'est l'holocauste. Par réaction, il a déterminé dans la législation une condamnation de toute discrimination, une répression des pratiques discriminatoires. C'est une sécularisation bien réductrice, pour un fait historique qui ne se laisse pas abstraire de la religion. Israël a raison de mettre l'accent sur l'unicité de la *Shoah* dans la continuité d'une élection, et l'un des effets les plus remarquables de la tragédie aura été de rendre le souvenir de l'Ancien Testament invisiblement présent à l'arrière-fond de tous les systèmes juridiques.

— Mon troisième tremblement de terre (il est habituel de leur apposer des noms) s'appelle *Europe*. C'est un drame, bien qu'il ne soit pas sanglant. C'est aussi une explosion, de gravité variable : la nation exploserait pour se fondre dans un Etat fédéral ; ou, plus modérément, la souveraineté législative explose pour se partager avec d'autres. Le droit communautaire, par sa seule existence, atteste l'explosion du droit national.

Sur un point capital, cependant, le cas de l'Europe se sépare des deux qui ont précédé : s'il a ses racines dans des traités - Rome, Maastricht, Amsterdam - qui participaient de ce siècle et de son droit, il continue au-delà, se préparant à enjamber le millénaire. L'Europe, c'est le roman inachevé sur lequel des équipes successives vont poursuivre le travail, comme dans le mythe de Ronald Dworkin.